

Héritage de l'ère Bouteflika au niveau de l'État : Belhimer évoque «un champ de mines et de ruines»



HOCINE LAMRIBEN

19 FÉVRIER 2020

Le porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer, a dénoncé, hier, l'héritage de l'ex-président Abdelaziz Bouteflika, évoquant un «champ de mines et de ruines». «L'Etat algérien est, depuis un an, dans un état de délabrement total (...).

Plus récemment encore, le modèle de représentation politique et démocratique est aggravé par un double facteur. Le premier est un système d'allégeance de type féodal. Il faut avoir le courage de le dire.

Le second facteur, qui a été aussi dénoncé par le président de la République, est l'avènement de l'argent sale sur la scène politique pour acheter de l'immunité. Tout cela a donné, à mon avis, le hirak béni, salutaire, fort opportun et légitime», a affirmé Amar Belhimer, invité de la Chaîne 3 de la Radio nationale, sans citer, à aucun moment, le nom du Président déchu, après 20 ans d'un règne décrié.

Sur le plan économique, le legs laissé par Bouteflika est tout aussi catastrophique. «Malheureusement, là aussi, les mécanismes de concurrence ont été battus en brèche par une oligarchie qui s'est installée dans le monopole, l'abus de position dominante et dans d'autres dérives à caractère économique. Ce à quoi s'ajoute l'instabilité législative, qui a accompagné cette situation économique. Cette instabilité législative se retrouve dans les secteurs fortement rentiers», a-t-il ajouté.

Au plan social, le président Tebboune a hérité, selon lui, de «très fortes inégalités sociales, qui ont cassé le climat de confiance et l'adhésion des Algériens». «Le président de la République a avancé le montant de 1250 milliards de dinars de créances non recouvrables auprès des banques. C'est pratiquement 10 milliards de dollars. On ne pourra pas espérer le remboursement, pour être objectif.

Ces gens pouvaient emprunter par simple coup de fil sans passer par les systèmes classiques d'hypothèques et de garantie de l'endettement», a fustigé le porte-parole du gouvernement. Afin de sortir de ce «champ de mines et de ruines», le gouvernement prévoit un changement du mode de gouvernance politique et des réformes économiques et sociales, a-t-il noté, relevant que «la crise en Algérie est d'essence politique avant d'être économique et financière». «Au premier rang des cinq actions inscrites, il y a la matrice politique, intitulée "pour une nouvelle République née des aspirations populaires", qui vise à réhabiliter les institutions de l'Etat fortement menacées par 20 ans de gabegie.

Cela passe par le suffrage universel et la lutte de manière conséquente contre la corruption», a expliqué le ministre de la Communication, relevant que le nouveau système de gouvernance devrait être «plus représentatif et associer la démocratie représentative et la démocratie participative».

Toujours sur le plan politique, le renouveau de la gouvernance «fait appel à l'exercice des libertés de réunion et de manifestation, à une justice indépendante et moderne, adossée à un système de sécurité des personnes et des biens, et à une presse libre», a souligné l'invité de la Chaîne 3.

Économiquement parlant, le plan d'action du gouvernement prévoit des «réformes financières et un renouveau économique». «Le programme du gouvernement dit qu'il faut sortir du système rentier, du système informel et du système bureaucratique, en créant de la valeur ajoutée, en encourageant les industries de transformation, la transformation des ressources locales, en combattant le lobby des importations», a listé le porte-parole du gouvernement.

A titre d'exemple, la réforme financière prévoit d'élargir l'assiette fiscale, instaurer de nouvelles règles de gouvernance budgétaire, moderniser le système bancaire et financier et développer l'information statistique. Le plan en question ambitionne aussi de lutter contre le chômage et promouvoir l'emploi.

Interrogé sur la récupération de l'argent détourné à l'étranger, une des promesses de campagne de Tebboune, Amar Belhimer reconnaît qu'il sera «difficile de récupérer l'essentiel de cet argent», car «nos oligarques investissent leur argent surtout en France», où la loi «hypocrite» évoque la possibilité de récupérer les capitaux détournés, non pas pour les restituer aux pays d'origine, mais pour les verser dans le Trésor public français ou dans un fonds destiné à financer, éventuellement, l'agence de coopération et d'aide au développement.

Cela dit, l'opération de récupération des fonds détournés sera engagée de manière «résolue et réfléchie», et un dispositif sera mis en place sous l'autorité du ministère de la Justice, selon Amar Belhimer.